



Bureau des Nations Unies pour l'appui à la Consolidation de la paix (PBSO)
Fonds de consolidation de la Paix (PBF)

Project Title: Appui à la Promotion d'un Dialogue Inclusif et Durable en Guinée – Phase2	Agences récipiendaires des Nations Unies : PNUD, UNICEF, UNESCO
Project Contact: PNUD : Aissatou Cissé Yao Yao, Directrice Pays Adjointe, Chargé de Programme PNUD aissatou.cisse.yaoyao@undp.org UNESCO : Mamadou Dian Diallo, Point Focal m.diallo@unesco.org – Tél : +224 62 32 85 91 UNICEF: Guirlene Frederic, Chef Programme Protection "gfrederic@unicef.org" – 00 224 62 35 02 52	Implementing Partner(s) – name & type (Government, CSO, etc): Primature CNT CES CNC MATD Ministère de la Jeunesse Ministère de la Culture MEPU/EC Guinée -Culture SFCG ACORD WANEP CNOSC-G CCFPPG, COFFIG CONAG-DCF IFES NDI
Numéro du Projet : 00080579-PBF/GIN/A-3	Project Location : Conakry et 33 préfectures du pays
Description du projet: Ce projet est une initiative de promotion d'un dialogue inclusif et durable entre les différents acteurs sociopolitiques du pays et d'un climat social apaisé. Il vise spécifiquement à accompagner la Guinée dans la perspective des élections législatives en vue de les rendre crédibles et surtout apaisées à travers des activités de structuration, formation, animation et sensibilisation. C'est le prolongement d'un projet plus vaste de promotion du dialogue entre toutes les composantes de la société guinéenne, dans la suite du Processus des concertations nationales de 2008 à travers le Projet de Promotion de la Concertation Sociale en Guinée (ProConSoGui).	Budget initial approuvé : 1 449 850 USD Premier amendement : 144 985 USD Budget supplémentaire demandé : 1 828 630 USD Coût Total du projet PBF : 3 423 465 USD Apport Gouvernement : Ressources humaines Total : 3 423 465 USD Projet Date de début : Mai 2013 Date révisée de fin: Durée : huit (08) mois
Score Marker Sexe: 2	
Résultats PBF (à partir du plan prioritaire existant): ce projet contribue au domaine prioritaire 2 (Réconciliation nationale) du second Plan prioritaire et s'inscrit dans le prolongement du Projet Dialogue durable et inclusif dont la mise en œuvre a permis d'obtenir des résultats stratégiques : i) le renforcement des principaux acteurs et mécanismes existant au niveau national et local en matière de	

prévention et de résolution pacifique des conflits notamment le lancement du système d'alerte précoce et de réponses rapides qui doit être renforcé ;
(ii) la participation accrue de la population et notamment de la couche juvénile et féminine aux discussions sur l'avenir de la Guinée grâce à la dynamisation des cadres de concertation existants ;
(iii) le renforcement du dialogue politique et social à travers l'appui aux espaces et structures tel que déjà initiées et /ou recommandé par le ProConSoGui.

De manière spécifique la mise en oeuvre du projet dialogue a produit les résultats clés suivants

- Les capacités des coprésidents du CPRN sont renforcées en matière de méthodologie de justice transitionnelle et de réconciliation nationale ayant abouti à l'élaboration, en lien avec le Comité de Pilotage PBF, d'un projet des consultations nationales sur la réconciliation en Guinée.
- Les capacités de 500 leaders traditionnels à Conakry et dans les 04 régions naturelles sont renforcées sur le rôle et responsabilités des sages et leaders religieux dans un processus de consolidation de la paix et de la réconciliation nationale qui a favorisé l'apaisement du climat social en Guinée;
- Un pacte de Convergence et de Stabilité Sociale en Guinée est élaboré et 152 acteurs nationaux issus du CNT, des Institutions républicaines, du Gouvernement, des Partenaires au développement, OSC, FDS y ont été sensibilisés.
- 11 cahiers thématiques sur la prévention et la résolution pacifique des conflits par les méthodes traditionnelles sont produits et édités.
- 01 manuel de formation sur l'analyse des conflits, l'alerte précoce et la réponse rapide est élaboré et 500 exemplaires ont été distribués aux principaux acteurs locaux du pays ;
- La formation en Basse Guinée de 48 médiateurs citoyens dont 11 femmes sur la prévention et la résolution pacifique des conflits électoraux et post électoraux et 01 comité de médiation sur la prévention et la résolution pacifique des conflits électoraux et post électoraux a été mis en place
- Les capacités de 71 journalistes sur les notions de prévention des conflits et de la consolidation de la paix ont été renforcées
- 38 émissions radiophoniques et télévisuelles sur la culture de la paix en français et dans 4 principales langues locales du pays ont été réalisées
- 38 Clubs de la paix dans les 33 préfectures et les 5 Communes de Conakry installés;
- 206 structures formelles et informelles de jeunes ont été formées et outillées en matière de promotion de la paix et la non-violence et ont restitué à 1,455 jeunes leaders, des 33 préfectures
- 40 jeunes dont 10 jeunes filles de 36 structures formelles de 16 préfectures et de la région de Conakry formés sur l'observation électorale et ont restitué à 800 jeunes de 19 préfectures;
- 122 Directoires de la Commission de Suivi du Code de Bonne Conduite des Partis Politiques installés

Le processus de dialogue a fortement contribué à apaiser l'environnement politique et social au cours de l'année 2012. Cependant, il devrait couvrir les périodes d'avant, pendant et après les élections législatives qui n'ont malheureusement pas été tenues. Avec la programmation imminente de ces élections pour 2013, il est indispensable de prendre des initiatives contribuant à la création des conditions d'apaisement de l'environnement social et politique, et de stabilité, mais aussi de consolider les acquis. Ce projet justement s'inscrit dans cette perspective d'accompagnement des élections législatives de manière spécifique, puis celles communautaires en général.

La présente extension est sollicitée dans le cadre de l'accompagnement de l'organisation des élections législatives apaisées à travers des activités et des dynamiques de formation, de sensibilisation et d'animation qui permettront de mettre en œuvre des réponses stratégiques avant, pendant et après les élections. Elles mobiliseront tous les acteurs clés impliqués dans les élections et le processus de pacification qui sont entre autres : les leaders politiques, les partis politiques, les jeunes, les femmes, les médias, les leaders religieux et traditionnels, les acteurs gouvernementaux, les OSC, les acteurs du milieu de la culture, les FDS...

PAGE DE COUVERTURE DE PROJET



Co-chairs of the Joint Steering Committee	
<p><u>Coordonateur Résident Système des Nations Unies en Guinée</u> <u>Mr. Anthony Ohemeng-Boamah</u></p>	<p><u>Son Excellence Mr. le Premier Ministre</u> <u>Mr. Mohamed Said FOFANA</u></p>
<p><u>Date & Seal</u> 23 May 2013</p>	<p><u>Date & Seal</u> 28/05/2013</p>
<p><u>Recipient UN Organization(s)</u> <u>UNESCO</u> <u>Name of Representative: Mamadou Dian Diallo, Point Focal National</u></p> <p><u>Signature</u></p>	<p><u>National Implementing Partner(s)</u> <u>Name of Head of Partner: Alyette Traoré Cissé, Ministre</u></p> <p><u>Signature</u></p> <p><u>Name of Institution: Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique</u></p>
<p><u>Date & seal:</u></p>	<p><u>Date & seal</u> 11/05/013</p>
<p><u>Replace with:</u> <u>Name of Representative: Metsi Makhetha, Directrice Pays PNUD - Guinée</u> <u>Signature</u></p> <p><u>Name of Agency:</u></p> 	<p><u>Replace with:</u> <u>Name of Head of Partner: Alhassane Condé, Ministre</u> <u>Signature</u></p> <p><u>Name of Institution: Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation</u></p>
<p><u>Date & Seal</u></p>	<p><u>Date & Seal</u></p>
<p><u>Replace with:</u> <u>Name of Representative: Félix Ackebo, Représentant ai UNICEF Guinée</u> <u>Signature</u></p> <p><u>Name of Agency: UNICEF</u></p> 	<p><u>Replace with:</u> <u>Name of Head of Partner: Sanoussy Bantama Sow, Ministre</u> <u>Signature</u></p> <p><u>Name of Institution: Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi Jeunes et des Sports</u></p>
<p><u>Date & Seal</u></p>	<p><u>Date & Seal</u></p>

Table des matières :

COMPOSANTE 1:

- a) Analyse de la situation, analyse des écarts financiers et l'évaluation des besoins critiques de construction de la paix**
- b) Projet / Portefeuille justification**

COMPOSANTE 2 :

- a) Centre d'intérêt du projet et les groupes cibles**
- b) La théorie du changement n : lier les activités aux résultats**

COMPOSANTE 3 :

- a) Approche de mise en œuvre**
- b) Budget**
- c) la durabilité**
- d) La gestion des risques**
- e) Cadre de résultats et de suivi et d'évaluation**

COMPOSANTE 4 :

- a) les agences d'exécution et de leur capacité**
- b) les modalités de gestion de projet et de la coordination**
- c) Dispositions administratives**

COMPOSANTE 5 : Annexes

Annexe A: Cartographie des donateurs en consolidation de la paix final par domaine prioritaire y compris les agences des Nations Unies) et l'écart de l'analyse stratégique

Annexe B: Cartographie de la table de l'ONU Capacité Agence

Annexe C: Organigramme des structures de gestion de projet

Annexe D: table cible pour les indicateurs de résultats et de sortie du cadre de résultats

COMPOSANTE 1 :

a) Analyse de la situation, analyse des écarts financiers et l'évaluation des besoins critiques construction de la paix :

Plus de deux ans après la victoire du Président Alpha Condé au terme de la première élection ouverte de l'histoire de la Guinée, le pays n'a toujours pas d'Assemblée nationale. Au regard de la situation sur le terrain, l'organisation et la tenue des élections législatives devant mettre fin à la transition politique et institutionnelle s'annoncent compliquées, en raison de la crise de confiance et de divergence de vue entre les acteurs politiques, notamment ceux du pouvoir et de l'opposition sur la gestion du processus électoral. De plus, les tensions ethniques enregistrées pendant l'élection présidentielle de 2010 demeurent encore dans les esprits.

Après plusieurs reports du scrutin, le Président de la République a publié le 13 Avril 2013 un décret fixant la date des élections législatives au 30 juin 2013. Cet acte a suscité un véritable tollé et fait monter la tension notamment au sein de l'opposition qui a rejeté cette date, soutenant que la plénière de la CENI n'avait pas été consultée, et que leurs revendications notamment le départ du couple Waymark Sabari, le vote des guinéens de l'étranger, le bon fonctionnement de la CENI n'ont pas été prises en compte.

Ce dernier développement de la situation a eu pour conséquence directe, la suspension de la participation de l'opposition au dialogue politique, la multiplication des manifestations de rue, l'exacerbation de la tension politique déjà perceptible depuis deux ans, la radicalisation des positions, le durcissement de la profonde crise de confiance voire de méfiance entre les acteurs politiques, la recrudescence de la violence et l'effritement du tissu social.

L'exemple le plus illustratif, est la dernière manifestation de l'opposition, le jeudi 02 mai 2013, qui est venue confirmer la dégradation de la situation et le risque de conflit violent qui menace dangereusement le pays si rien n'est fait. Au jour d'aujourd'hui, l'opposition n'a déposé aucune liste pour les législatives et menace d'empêcher la tenu du scrutin, ce qui fait peser une menace réelle sur la tenue de celui-ci.

De manière générale, la situation reste donc préoccupante et les risques pour la paix et le conflit violent entre les communautés sont énormes notamment dans une sous-région fortement éprouvée et fragile. Il est donc important voire crucial, que les forces vives s'engagent de manière solennelle au maintien d'un environnement pacifique avant, pendant et après les élections législatives.

Mieux les crises successives internes entre les parties prenantes ont entraîné des conséquences à la fois sur le plan social et politique par l'exacerbation des contradictions, sur le plan économique par une paralysie des activités voire le retrait des quelques investisseurs.

Le projet Dialogue dans sa phase précédente a été exécuté dans le cadre de l'accompagnement des élections législatives qui malheureusement n'ont pu se tenir à cause de la difficulté des acteurs de bâtir un dialogue serein, franc et constructif et surtout de la crise de confiance entre les acteurs Politiques. Il a produit des résultats essentiels ayant fortement contribué à l'apaisement de l'environnement et à une compréhension du contexte sociopolitique ayant abouti à la formulation de projets spécifiques par rapport à l'élection et à la réconciliation notamment CoNARGUI et RECOPPEL. Aussi, les résultats du projet dialogue ont permis d'atténuer la fréquence des conflits surtout violents au niveau local par l'action des structures de prévention et de gestion des conflits qui ont bénéficié de l'accompagnement de l'ensemble des partenaires notamment le PBF

Le présent projet se définit donc comme un effort de renforcement des acquis du processus de dialogue enclenché et d'engagement de nouvelles initiatives pour la tenue des élections législatives apaisées à travers des réponses stratégiques avant, pendant et après le scrutin. Cette stratégie est fondamentale pour prévenir,

une explosion sociopolitique et réussir la finalisation de la transition Politique de manière apaisée. Également elle prendra en compte le démarrage du Projet BCPR par la mise en synergie des interventions et programmes.

Les effets et produits escomptés du projet s'inscrivent dans le plan prioritaire de consolidation de la paix, tout en mettant l'accent sur des actions urgentes à impact rapide devant être déployées pour créer un environnement global apaisé permettant l'organisation d'élections législatives libres, transparentes et crédibles.

b) Projet (Portfolio) Justification :

Les prochaines élections législatives en Guinée s'annoncent dans un climat d'extrême tension sociopolitique eu égard au manque de consensus autour des questions clés liées au fichier électoral et au vote des guinéens de l'extérieur qui deviennent de plus en plus des points d'achoppement entre le pouvoir et l'opposition, chaque camp s'accrochant avec passion à ses positions. Malgré les efforts importants déployés par les OSC et autres partenaires au développement, notamment le PBF à travers le PPCP2 dans sa première phase, la communauté internationale, les acteurs nationaux y inclus les populations restent fortement préoccupés par la situation politique à la quelle s'ajoute les remous sociaux dus aux questions d'accès à l'eau, à l'électricité ainsi qu'à l'emploi. De nos jours de réelles menaces pèsent sur la Guinée en matière de stabilité politique et sociale. La dernière déclaration du conseil de sécurité sur la Guinée interpelle tous les acteurs et partenaires impliqués dans la construction de la paix sur la situation sécuritaire.

Aussi, sur le plan stratégique, la déploiement d'activités de dialogue, de sensibilisation et d'animation dans la dynamique d'intensification d'initiatives à impact rapide voir immédiat permettra non seulement de freiner l'escalade de la violence, mais surtout de renforcer le sentiment d'appartenance nationale tout en réduisant les menaces de clivages ethniques pour la tenue des élections législatives apaisées.

Pour ce faire, il s'avère nécessaire d'une part de mettre en place les mécanismes de dialogue et de concertation entre les acteurs et de renforcer les dispositifs de prévention et résolution pacifique des conflits, d'autre part de promouvoir la coexistence pacifique des différentes communautés guinéennes, au-delà de leur appartenance politique, religieuse et/ou ethnique.

A cet égard, dans la perspective des élections législatives, les leaders religieux, les partis politiques, les jeunes, les femmes, les OSC, les médias, les leaders traditionnels, les artistes, les hommes de culture se mobilisent à travers diverses initiatives que le présent projet se propose d'accompagner. Il s'inscrit dans la dynamique d'extension du projet de promotion du dialogue inclusif et durable entamée depuis 2008 par les Nations Unies à fin de contribuer à créer les conditions favorables à la tenue d'élections législatives apaisées.

En fin, le projet se propose de renforcer les acquis de la phase précédente en favorisant une meilleure dynamique des acteurs et créant des synergies avec le nouveau projet de prévention des conflits et des crises par le BCPR.

COMPOSANTE 2 :

a) Centre d'intérêt du projet et les groupes cibles

Ce projet répond au double défi majeur d'organiser des élections législatives dans un climat et de conclure la transition politique d'une part; et contribuer à l'encrage de structure, des compétences et de comportement de règlement pacifique des conflits et crises par le dialogue.

Le projet est centré sur des activités à potentiel de changement accéléré de comportements qui seront développées au plus près des populations et qui mobilisent les acteurs essentiels qui ont une voix et une,

notoriété porteuse d'espoir et de confiance. Il s'agira d'implémenter des actions portées par les acteurs nationaux conduisant à une prise effective et rapide de responsabilité par rapport à la stabilité politique et sociale. Les changements substantiels attendus sont essentiellement :

1) Effet escompté : « L'environnement sociopolitique est apaisé dans la perspective des élections législatives ».

Produit 1 : Les élections législatives sont tenues dans un climat de paix et de non violence : L'objectif de ce produit est de promouvoir et accompagner des initiatives d'apaisement tout azimut des acteurs nationaux à travers des actions ciblées en direction de structures et personnes impliquées directement et/ou indirectement dans le processus électoral pour la gestion pacifique des élections législatives.

2) Effet escompté : « Des mécanismes pérennes de prévention et résolution pacifique des conflits sont consolidés ».

Les structures de prévention et de gestion des conflits déployées sur le terrain ainsi que leur dispositif et mécanismes de fonctionnement seront pris en compte dans le processus de renforcement de capacités. Ce sont notamment : les Alliances et comité locaux de Paix, les comités locaux de prévention et de résolution pacifique des conflits, les cellules locales et régionales d'alerte précoce ...

Produit 2 : Les dynamiques locales/communautaires de prévention et la gestion des conflits sont renforcées : L'objectif de ce produit vise à améliorer la coordination et la dynamique des mécanismes existants de prévention et gestion des conflits à travers une promotion des pratiques endogènes, le développement de dispositif intégrateur entre le traditionnel et le moderne, le réseautage et le renforcement des compétences en matière d'alerte précoce et de réponses rapides ainsi que de médiation et de résolution pacifique des conflits.

Produit 3 : L'unité nationale et la citoyennetés sont renforcées : A travers ce produit, le projet vise le renforcement des cadres et mécanismes de suivi des instruments et outils développés pour la promotion du dialogue national comme les directoires de suivi du code de bonne conduite des partis politiques, le comité de suivi du code de bonne conduite des médias, code de conduite des FDS. Également, il s'agira de déploiement de campagne de sensibilisation sur la citoyenneté et l'unité nationale à travers les médias, les hommes de culture et les OSC en direction des jeunes (G/F) et des femmes (milieu scolaire et informel), le grand public.

Les effets et produits escomptés du projet s'inscrivent dans le plan prioritaire de consolidation de la paix, tout en mettant l'accent sur des actions urgentes à impact rapide devant être déployées pour créer un environnement global apaisé pour des élections législatives libres, transparentes et crédibles.

Les principaux groupes cibles / bénéficiaires :

Les principaux bénéficiaires du projet sont cités dans la partie « partenaires de mise en œuvre », ils sont entre autres :

- Les acteurs politiques : les acteurs gouvernementaux, (Premier Ministre, MATD, MDHLP), les chefs de partis politiques et leurs principaux collaborateurs ;
- Les acteurs sociaux : Organisations de la Société Civile, les femmes leaders des partis politiques et des réseaux et organisations féminines Syndicat, chefs religieux, leaders d'opinion, les artistes et homme de culture...
- Les acteurs communautaires : les leaders d'opinion au niveau local, les OSC, les sages, les chefs coutumiers ;

- Les couches fragiles et marginalisées : les jeunes, les femmes, les populations à risque d'instabilité ;

Les OSC seront responsables de la mise en œuvre en partenariat avec les acteurs étatiques et les ONGs internationales en vue de garantir la participation de l'ensemble des acteurs et toucher les principales cibles. Spécifiquement le monde de la culture sera mobilisé à travers l'ONG Guinée-Culture pour une campagne artistique de grande envergure, avant et après les élections, dans une approche de théâtre populaire en vue de toucher l'émotion et le nationalisme des Guinéens toutes couches confondues.

À travers cette approche, les principales cibles que le projet se propose de toucher sont :

- Les Partis Politiques : les leaders et dirigeants de plus de 100 partis Politiques seront touchés ainsi que leurs militants à travers des actions de sensibilisation, de formation et de plaidoyer
- Les leaders religieux et traditionnels : plus de 500 leaders religieux et traditionnels seront concernés par des actions de formation/ Plaidoyer et mobilisés pour des interventions de sensibilisation en direction des citoyens
- Les médias : près de 100 structures de médias seront formées à l'esprit « médias de la Paix au détriment des médias de haine » et mobilisées pour diffuser des messages de paix et promouvoir l'éducation à la citoyenneté, à la culture de la paix et à la non violence
- Organisations de base : plus de 500 organisations de base seront formées aux approches de prévention et de gestion des conflits et renforcées sur les mécanismes d'alerte précoce et de réponses rapides.
- Jeunes/Femmes : en tant que populations à risque d'instabilités seront les cibles privilégiées du projet sur l'étendue du territoire nationale à la fois au sein et en dehors des structures.
- Les FDS seront touchés notamment par les actions spécifiques déployées par le comité civilo-militaire
- Les groupes culturels : les artistes, musiciens, les troupes artistiques et culturelles, les écrivains, peintres et les opérateurs culturels seront mobilisés à travers une caravane artistique et culturelle dans une campagne dénommée « les mots au service de la paix » pour une tournée nationale.

b) Théorie du changement (axe d'intervention sectoriel) :

Si les résultats immédiats des projets PBF permettent de mettre en place des mécanismes et pratiques de gestion non violente des conflits et de résolution pacifique des crises par le biais d'action à la fois à impact rapide et structurante à travers le partenariat inclusif entre tous les acteurs (leaders politiques, religieux, institutions démocratiques, organisations de la société civile, réseau féminin et réseau de jeune, etc.),

Alors, les élections législatives se dérouleront dans un climat apaisé et les mécanismes de prévention et de résolution pacifique des conflits établis au niveau local contribueront à la cohésion sociale à l'échelle communautaire

COMPOSANTE 3:

(a) Approche de mise en œuvre

La stratégie du projet repose sur l'approche participative et inclusive à travers :

- le déploiement d'actions d'envergure portée les structures nationales et les leaders d'opinion en direction des citoyens en vue de contribuer à l'apaisement du climat politique et social dans la perspective des élections législatives. Toutes ses actions sont fondées sur interventions qui ont pu être pratiqués avec succès pendant les dernières élections présidentielles. L'approche promeut une réponse intégrée du Système des Nations Unies en Guinée, permettant de toucher plus de couches sociales guinéennes, mais également d'apporter des réponses sur une gamme plus étoffée de thématiques (respect des droits humains, la prise en compte de la dimension genre, éducation civique et citoyenne, etc.).

- la capitalisation et le renforcement des acquis nationaux et endogènes de prévention des conflits ainsi que la consolidation des structures et mécanismes de gestion pacifique des conflits au niveau local/communautaire et national.

Les activités seront principalement mises en œuvre à travers des structures spécialisées de la société civile, y inclus les leaders d'opinion, les organisations artistiques et culturels, les médias, les femmes leaders des partis politiques et les réseaux féminins œuvrant dans le domaine de paix et de sécurité. Les structures étatiques seront encouragées à travailler en consortium en vue de créer des effets multiplicateurs dans une approche de mutualisation des savoirs faire.

A cause de leurs avantages comparatifs, du contexte sociopolitique du pays et des initiatives en cours en matière de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix, des initiatives intégrées seront réalisées en prenant en compte la dimension de prévention de conflits électoraux avant, pendant et après.

Tous les acteurs et organisations spécialisées seront mis à contribution en fonction de leur avantage comparatif :

- Les leaders religieux et traditionnels seront mobilisés dans les campagnes de sensibilisation en direction des citoyens
- Les partis politiques seront sollicités en lien avec les ONG spécialisées en vue de leur formation, de leur sensibilisation et de leur accompagnement technique avant, pendant et après les élections législatives et dans le cadre de la consolidation des acquis
- Les organisations de médias contribueront à l'éducation citoyenne en vue des élections législatives à travers des micros programmes de sensibilisation radio et télé d'une part et d'autres parts seront formées à l'approche de média pour la paix en vue d'une contribution durable.
- Les organisations de jeunes et de femmes seront mobilisées sur les thématiques d'implication des jeunes pour des élections législatives apaisées à travers une campagne de sensibilisation et d'éducation citoyenne d'une part. D'autres parts à la dynamisation de cadres opérationnels de concertation et de dialogue entre les jeunes et entre les femmes/filles dans les communes et collectivités locales en vue la pérennisation de l'approche basée sur le dialogue et la résolution pacifiques des conflits notamment ceux en lien avec les élections
- Des activités spécifiques seront déployées en direction des jeunes scolaires au sein des clubs et alliances UNESCO pour la Paix en vue de leur renforcement, mais également pour faciliter leur lien avec le milieu non scolaire et intégrer les jeunes du milieu informel notamment en à l'intérieur du Pays.
- Les organisations culturelles seront sollicitées pour l'organisation d'une campagne de sensibilisation et d'animation à travers une caravane nationale par le biais d'une tournée nationale dans les régions administratives. Cette campagne mobilisera les écrivains, les artistes, musiciens, les troupes artistiques et culturelles, peintres et les opérateurs culturels et se déploiera à l'intérieur du Pays par l'approche du théâtre populaire. Un concours d'écriture sera organisé sur l'itinéraire de la caravane autour de la thématique de la Paix pour les élèves des lycées et les étudiants des universités en vue de vulgariser la littérature en la matière. À la fin de la caravane, des prix seront offerts et les meilleurs textes seront publiés pour enrichir le capital littéraire en matière de Paix. **Cette campagne sera dénommée « les mots au service de la Paix » et se tiendra avant et après les élections législatives et mobilisera plus de 100 artistes et près de 500 000 personnes**
- Les forces de défenses et de sécurité seront touchées par des actions portées par le comité Civilo-Militaire à travers le dialogue et l'éducation des FDS sur le comportement républicains.

Les Agences des Nations Unies et les ONG internationales impliquées seront responsables de l'accompagnement technique et opérationnel des acteurs nationaux et organisations nationales spécialisées, parties prenantes du projet.

Le projet bénéficiera de l'appui des agences ci-après : l'UNESCO, le PNUD et l'UNICEF conformément aux des activités liées à leur mandat.

L'expertise Genre disponible au sein du Bureau du Coordonnateur Résident sera également mis à profit pour s'assurer de la participation effective des femmes au processus de pacification et d'apaisement du climat politique et social.

Une passerelle sera établie au besoin avec les autres projets notamment le Projet CoNARGUI dans sa dimension Unité nationale et citoyenneté, le projet RECOPPEL dans le volet renforcement de capacités et de la confiance des Partis Politiques et le projet facilitation internationale pour la relance du dialogue politique national entre les Guinéens en vue d'aider à rétablir la confiance, atténuer les tensions politiques et sociales et obtenir un accord menant à l'organisation d'élections législatives libres, transparentes, inclusives et apaisées. Les résultats clés des activités du projet seront inclus dans le processus de facilitation.

b) Budget

b1) Budget Global

BUDGET DU PROJET				
(pour l'évaluation du budget par l'UNOcr (voir page 5-12))				
Catégories	ALLOCATION ORIGINALE	Première allocation additionnelle	ALLOCATION ADDITIONNELLE	TOTAL ALLOCATION
1. Personnel (Staff et consultants)	300 000,00	0,00	125 000,00	425 000,00
2. Fournitures, matériels, commodités	0,00	0,00	205 000,00	205 000,00
3. Équipements, véhicules et mobilier (y compris les amortissements)	0,00	0,00	395 000,00	395 000,00
4. services contractuels	960 000,00	130 000,00	905 000,00	1 995 000,00
5. Voyage	0,00	0,00	0,00	0,00
6. Les transferts et les subventions aux contreparties	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
7. Opérations Générales et autres coûts directs	35 000,00	5 500,00	79 000,00	119 500,00
Sous-Total Project Costs	\$ 1 355 000,00	\$ 135 500,00	1 709 000,00	\$ 3 199 500,00
8. Indirect Support Costs 7%	94 850,00	9 485,00	119 630,00	223 965,00
TOTAL	\$ 1 449 850,00	\$ 144 985,00	1 828 630,00	\$ 3 423 465,00

Le montant additionnel demandé est de 1 828 630 USD

Le taux ne doit pas dépasser 7% du total des catégories 1-7, comme indiqué dans le protocole d'entente PBF et doit suivre les règles et les lignes directrices de chaque organisme bénéficiaire. Notez que l'Agence imputables aux coûts directs de mise en œuvre du projet doit être imputée à la ligne budgétaire concernée, selon les règlements de l'Agence, des règles et des procédures.

b 2) Budget détaillé

Activités	Rubriques	Quantité	Coût unitaire	Total
Output 1: Les élections législatives sont tenues dans un climat de paix et de non violence				
1) soutien aux initiatives des leaders religieux	Mobilisation des Leaders religieux	2	\$20 000,00	\$40 000,00
	campagne de sensibilisation	2	\$40 000,00	\$80 000,00
2) Appui à la campagne de sensibilisation et d'éducation citoyennes des jeunes dans zones à risque	organisation des campagnes de sensibilisation de proximité ciblée	1	\$10 000,00	\$10 000,00
	dynamisation du cadre de dialogue et concertation entre les jeunes	4	\$2 500,00	\$10 000,00
	Micro programme et évènementiel	30	\$400,00	\$12 000,00
3) soutien à l'initiative d'implication des femmes/filles dans le processus des élections législatives	Formation des femmes filles à leur rôle et responsabilité	1	\$9 000,00	\$9 000,00
	appui à la campagne de proximité	1	\$25 000,00	\$25 000,00
4) Support à la campagne médiatique pour des élections législatives et l'éducation à la culture de la Paix	conception des micros programmes de sensibilisation/Éducation à la citoyenneté et à la non violence	50	\$200,00	\$10 000,00
	diffusion des micros programmes et autres spots	110	\$685,00	\$75 350,00
5) Appui à la campagne de formation des Partis politiques et des FDS pour la tenue d'élections apaisées	formation des dirigeants des Partis politiques	1	\$10 000,00	\$10 000,00
	Formation des FDS	1	\$5 000,00	\$5 000,00
	Actions de sensibilisation ciblée Porte à porte	1	\$10 000,00	\$10 000,00
6) organisation d'une caravane de sensibilisation à travers les formes d'expressions multiculturelles sur la paix et la promotion d'élections crédibles et apaisées en Guinée avant et après les élections législatives	Création théâtrale	9	\$2 000,00	\$18 000,00
	Montage et mise en commun	1	\$15 000,00	\$15 000,00
	Transport et logistique pour la tournée nationale	7	\$21 000,00	\$147 000,00
	Prix et édition des textes	50	\$150,00	\$7 500,00
	Charges d'hébergement et restauration	150	\$430,00	\$64 500,00
sous-total output 1				\$548 350,00
Output 2: Les dynamiques locales/communautaires de prévention et la gestion des conflits sont renforcées				
2.1 Renforcement des capacités des acteurs locaux et nationaux sur les techniques de négociation, de	Formation les sages, les leaders religieux, structures traditionnelles et OSC sur leur rôle et responsabilités dans un processus de promotion de l'unité nationale et de la consolidation de la paix.	1	\$10 000,00	\$10 000,00

<i>conciliation, de médiation et de plaidoyer</i>	Formation les réseaux féminins sur leur rôle et responsabilités dans un processus de promotion de l'unité nationale et de la consolidation de la paix.	1	\$10 000,00	\$10 000,00
	Appui les médias sur leur rôle et responsabilités lors des élections législatives transparentes, crédibles et apaisées en Guinée	50	\$1 500,00	\$75 000,00
	formation les jeunes adolescent (e) s pour la promotion de la non violence à travers la stratégie des pairs éducateurs	38	\$650,00	\$24 700,00
	Appui aux activités des alliances et clubs pour la paix ainsi que les réseaux féminins œuvrant pour la paix	46	\$2 500,00	\$115 000,00
<i>2.2 Renforcement des capacités des structures locales inclus le dispositif de protection à base communautaire sur les techniques de négociation, de conciliation, de médiation et de plaidoyer</i>	Formation des jeunes membres des structures	8	\$5 000,00	\$40 000,00
	Support financier aux initiatives de médiation et de plaidoyers portée par les jeunes "les jeunes pour les jeunes"	50	\$6 500,00	\$325 000,00
<i>2.3 : Animation des cadres de dialogue et de concertation à l'échelle communautaire avec les acteurs locaux;</i>	Formation des structures locales de prévention et de résolution pacifique des conflits	8	\$10 000,00	\$80 000,00
	Support financier aux séances d'animation des cadres et espaces locaux de dialogue et de concertation	46	\$2 000,00	\$92 000,00
sous-total output 2				\$771 700,00
Output 3: L'unité nationale et la citoyenneté sont consolidées				
<i>3.1 Appui aux cadres communautaires d'alerte précoce et de réponse rapide au niveau local</i>	Soutien aux sessions de formation en direction des cellules d'alerte précoce	8	\$5 000,00	\$40 000,00
	Mise à disposition de financement aux activités des cellules	38	\$1 500,00	\$57 000,00
<i>3.2 Appui à la campagne « Jeunes et femmes engageons nous pour la Paix » (production d'un film sur la Paix et diffusion dans les 33 préfectures)</i>	Production du Film	1	\$50 000,00	\$50 000,00
	Appui à la campagne de diffusion	1	\$18 000,00	\$18 000,00
<i>3.3 appui à la Promotion du Pacte de Convergence et de Stabilité Sociale en vue de son adoption et de son institutionnalisation</i>	Campagne de plaidoyer	1	\$5 000,00	\$5 000,00
	diffusion et vulgarisation du Pacte	1	\$50 000,00	\$50 000,00

3.4 appui à la vulgarisation des pactes et alliances intercommunautaires en Guinée Forestière	Édition et reproduction	1	\$15 000,00	\$15 000,00
	Campagne de vulgarisation et de soutien à leur utilisation	1	\$75 000,00	\$75 000,00
sous total output 3				\$310 000,00
total output 1, 2,3				\$1 630 050,00
Coûts directs de suivi				\$79 000,00
Coût total Projet				\$1 709 050,00
Coûts indirects				\$119 633,50
Total				\$1 828 683,50

b 3) Budget Complémentaire demandé par Agence

PROJET RUC/01/04				
CATEGORIE	BENIN	TOG	BENIN/TOG	TOTAL
1. Personnel (staff, consultants and travel)	45.000	70.000	10.000	125.000
2. Fournitures, matériels, commodités	180.000	0	25.000	205.000
3. Equipements, véhicules et mobilier (y compris les amortissements)	150.000	170.000	75.000	395.000
4. Contracts	510.000	90.000	305.000	905.000
5. Voyage	0	0	0	0
6. Les transferts et les subventions aux contreparties	0	0	0	0
7. Opérations Générales et autres coûts directs	25.000	44.000	10.000	79.000
Sub-Total Project Costs	910.000	374.000	425.000	1.709.000
8. Indirect Support Costs**	63.700	26.180	29.750	119.630
TOTAL	973.700	400.180	454.750	1.828.630

7%

OK

c) la durabilité

Les agences d'exécution mettront en place une stratégie de mise en œuvre basée sur les acteurs nationaux étatiques et non étatiques. La réalisation du projet sera fondée sur la démarche participative et inclusive qui intégrera toutes les parties prenantes. Aussi, les pratiques endogènes et les expériences en la matière seront mises à profit.

Les ONG et autres structures d'exécution veilleront à l'émergence de compétences et de dynamiques internes au sein des équipes techniques du gouvernement, les structures déconcentrées et des collectivités locales pour assurer la pérennité des acquis du projet. Aussi, les partenaires des OSC notamment le forum

des praticiens de la Paix seront outillés à travers des dynamiques organisationnelles de partage d'expérience et de compétences.

Par ailleurs, les agences d'exécution en lien avec les ONG nationales et internationales organisées au sein du forum des praticiens de la Paix contribueront à asseoir les bases d'un véritable leadership national dans le processus de pacification du cadre électoral, de renforcement de l'unité nationale et de consolidation du cadre de dialogue politique et social. À cet effet, les ONG travailleront en étroite collaboration avec les institutions et départements ministériels impliqués en vue de favoriser l'appropriation nationale et l'enracinement des compétences, des comportements et des stratégies de consolidation de la Paix.

Le projet sera entièrement financé par le PBF compte tenu de l'imminente nécessité à mettre en place des actions rapides. Le Gouvernement fera un apport en ressources humaines.

d) La gestion des risques

Risques	Probabilité du risque (élevé, moyen, faible)	La gravité de l'impact sur le projet (élevée, moyenne, faible)	Stratégies d'atténuation
1-Manque de consensus sur les modalités d'organisation des élections législatives	élevé	élevé	Plaidoyer
2-Violences électorales et intercommunautaires	élevé	élevé	Sensibilisation des leaders politiques
3-Exacerbation des tensions sociales, et des dissensions ethniques et régionales	élevé	élevé	Sensibilisation et animation
4-Conflits postélectoraux	élevé	élevé	Dialogue inclusif
5-Remise en cause du nouvel ordre constitutionnel	élevé	élevé	Plaidoyer, sensibilisation, lobbying, dialogue
6-Refus de certaines catégories socioprofessionnelles à participer à la dynamique de dialogue pour la réconciliation	élevé	élevé	Plaidoyer et sensibilisation
7- Une multiplication de l'intolérance ethnique conduisant à une exacerbation des discours ethniques et des conflits latents, une escalade et une récupération.	élevé	élevé	Code de bonne conduite des partis politiques sensibilisation

8-Généralisation des propos incitatifs à la haine intercommunautaire	élevé	élevé	Respect du code de bonne conduite sensibilisation
9- Exacerbation des clivages par les média par média interposés	élevé	levé	Respect du code des médias
10. Exclusion de certaines couches de la population, notamment les femmes leaders au processus de dialogue qui est largement dominé par les hommes	élevé	élevé	Stratégie d'implication des réseaux féminins œuvrant pour la paix et la sécurité

e) Cadre de résultats et de suivi et d'évaluation :
 - Cadre de résultats pour les projets du plan prioritaire PRF

Déclaration de politique générale / feuille de route nationale pour la consolidation de la paix : La Guinée s'oriente vers un pays démocratique, réconcilié, respectueux des principes de l'état de droit où tous les citoyens, notamment les femmes et les jeunes, participent à la vie économique et sociale dans un environnement de justice et de cohésion sociale et disposant des forces de défense et de sécurité républicaines, soumises à l'autorité civile légalement établie

But de soutien PBF (type de changement attendu) : L'environnement socio-politique est apaisé et participe à favoriser l'enracinement des mécanismes de prévention et de résolution pacifique des conflits appropriés au niveau local/communautaire et national

Théorie de changement : Si les résultats immédiats des projets PBF permettent de mettre en place des mécanismes et pratiques de gestion non violente des conflits et de résolution pacifique des crises par le biais d'action à la fois à impact rapide et structurante à travers le partenariat inclusif entre tous les acteurs (leaders politiques, religieux, institutions démocratiques, organisations de la société civile, réseau féminin et réseau de jeune, etc.), Alors, les élections législatives se dérouleront dans un climat apaisé et les mécanismes de prévention et de résolution pacifique des conflits établis au niveau local contribueront à la cohésion sociale à l'échelle communautaire

(1) Résultats (du Plan prioritaire) et les moteurs de conflits à résoudre	(2) Indicateurs	(3) Données de référence et cibles finales atteintes	(4) Produits et activités	(5) Indicateurs	(6) Données de base et cibles finales	(7) Agence d'exécution & institutions de mise en œuvre	(8) entrées / budget	(9) hypothèses et risques clés
1) Effet escompté : « L'environnement sociopolitique est apaisé dans la perspective des élections législatives »	1.1 # d'initiatives portées par les leaders et/ou les structures nationales soutenus	Près de 200 leaders religieux et traditionnels formés et 48 structures communautaires renforcées	Produit 1 : Les élections législatives sont tenues dans un climat de paix et de non violence	- # d'incidents violents relevés avant, pendant et après les élections # de contentieux électoraux et pois électoraux résolus pacifiquement	Base: ND Cibles : réduire à 75% Base : ND Cibles : 100%	PNUD, UNESCO WANEP ACORD de de /Concertation des Femmes Leaders des Partis Politiques, REPPESCO/COFPI	\$548 350,00	-Manque de consensus sur les modalités d'organisation des élections législatives •Violences électorales et intercommunautaires

<p>électoraux constatés avant, pendant et après les élections</p> <p>1.3 # d'incidents violents intercommunautaire / locaux (avant / après phase transitoire)</p> <p>1.4 Changements positif de la perception du sentiment d'exclusion sociale et d'interaction active entre des groupes interethniques au niveau intercommunautaire / Local</p>	<p>ND</p>	<p>1.1 soutien aux initiatives des leaders religieux et traditionnels sur la campagne de sensibilisation</p> <p>1.2 Appui à la campagne de sensibilisation et d'éducation citoyennes des jeunes dans zones à risque</p> <p>1.3 soutien à l'initiative d'implication des femmes/filles dans le processus des élections législatives</p> <p>1.4 Support à la campagne médiatique pour des élections législatives et l'éducation à la culture de la Paix</p> <p>1.5 Appui à la campagne de formation des Partis politiques et des FDS pour la tenue d'élections apaisées</p> <p>1.6 organisation d'une caravane de sensibilisation à travers les formes d'expressions multiculturelles sur la paix et la</p>	<p>- # d'initiatives soutenues</p> <p>- # de leaders touchés</p> <p># nombre de jeunes (filles et garçons) touchés</p> <p># de femmes touchées</p> <p># de spots diffusés</p> <p># de micros programmes soutenus</p> <p># de partis politiques touchés</p> <p># de FDS touchées</p> <p># de régions touchées par la caravane</p> <p># d'artistes</p> <p># de spectateurs touchés</p>	<p>Cibles : 9</p> <p>Base : 200 cibles : 500 leaders religieux et traditionnels</p> <p>Cibles : 300 organisations et 5000 femmes</p> <p>Cibles : 110 spots</p> <p>cibles : 50 micros programmes et 10,000 jeunes touchés</p> <p>100% parmi les partis participants aux élections</p> <p>100% des membres de la FOSSEPEL</p> <p>Cibles : 8 régions</p> <p>Cibles : 100 Artistes, 500000 Cibles personnes</p>	<p>G/D/CPD Conscience Citoyenne (CC)</p> <p>WANEP ACORD COCPAIX</p> <p>WANEP ACORD CAPADEC</p> <p>Ministère de la Culture et des Arts, Guinée Culture MATD</p>	<p>•Exacerbation des tensions sociales, et des dissensions ethniques et régionales</p> <p>•Conflits postélectoraux</p> <p>•Remise en cause du nouvel ordre constitutionnel</p> <p>•Refus/exclusion de certaines catégories socioprofessionnelles à participer à la dynamique de dialogue pour la réconciliation et détérioration du climat social</p>
--	-----------	---	--	---	--	---

	<p>2) Effet escompté : « Des mécanismes prévenus de résolution pacifique des conflits sont consolidés ».</p>	<p>2.1 # de structures d'appui à la consolidation de la paix dans lesquelles des jeunes et femmes assument un rôle leader en vue d'améliorer les relations inter-ethniques sur le plan social et économique atteignant des effets multiplicateurs</p>	<p>Existence des structures de prévention des conflits au niveau local/communautaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alliance et club Unesco pour la Paix - Les cellules locales d'alerte précoce. - Le réseau local des médiateurs. Le forum des praticiens de la Paix. - Comité de médiation et de résolution pacifique des conflits 	<p>promotion d'élections crédibles et apaisées en Guinée campagne « les mois au service de la Paix » avant et après les élections législatives</p> <p>Produit 2 : Les dynamiques locales/communautaires de prévention et la gestion des conflits sont renforcées :</p> <p>2.1 : Renforcement des capacités des acteurs locaux y inclus le dispositif de protection à base communautaire sur les techniques de négociation, de conciliation, de médiation et de plaidoyer :</p>	<p>Nombre d'acteurs locaux (noyfe) formés</p> <p>-Nombre de de dialogue et de concertation accompagnés et renforcés</p> <p>-Nombres de conflits locaux résolus pacifiquement par les cadres locaux de concertation et de dialogue</p>	<p>Cibles : 250 acteurs</p> <p>Cibles : 46 Organisations de base</p> <p>Cibles : 38 alliances</p> <p>Cibles : 75% des conflits</p>	<p>UNESCO UNICEF PNUD SGAR</p>	<p>\$771 700,00</p>	
	<p>2.2 # des membres des communautés divisés par</p>	<p>2.2. Renforcement des capacités des structures locales y inclus le dispositif de protection à base communautaire sur les techniques de négociation, de conciliation, de médiation et de plaidoyer</p>	<p>- Nombre de sages et leaders religieux sensibilisés sur leurs rôles et responsabilités dans un processus de consolidation de la paix</p>	<p>Cibles : 345 structures</p>	<p>MATD Ministère de la Culture et des Arts. Guinée Culture</p>				

<p>des rivalités interethniques qui s'engagent au niveau des institutions / associations pour améliorer la cohésion social (APEAE)</p>	<p>- Code de bonne conduite des médias - Pacte de convergence et de stabilité - La réalisation de 38 émissions radiophoniques et télévisuelles sur la culture de la paix en français et dans 4 principales langues locales du pays - Installation de 38 Clubs de la paix équipés d'unités de sonorisation dans les 33 préfectures et les 5 Communes de Conakry - 206 structures formelles et informelles de jeunes formées et outillées en</p>	<p>1.2 : Animation des cadres de dialogue et de concertation à l'échelle communautaire avec les acteurs locaux;</p>	<p>- nombre d'organisations féminines qui participent et positionnent leurs préoccupations au sein du cadre de dialogue</p>	<p>Cibles : 1500 personnes dont 30% de femmes</p>	<p>CNC Ministère de la Communication MATD SFCG/ PNUD UNESCO</p>		
<p>Produit 3 : L'unité nationale et la citoyenneté sont consolidées</p>	<p>3.1 Appui au cadre communautaire d'alerte précoce et de réponses rapides au niveau local 3.2 Appui à la campagne « Jeunes et femmes engageons nous pour la Paix » (production d'un film sur la Paix et diffusion dans les 33 préfectures)</p>	<p>3.3 : Organisation</p>	<p>3.1 Appui au cadre communautaire d'alerte précoce et de réponses rapides au niveau local 3.2 Appui à la campagne « Jeunes et femmes engageons nous pour la Paix » (production d'un film sur la Paix et diffusion dans les 33 préfectures)</p>	<p>Cibles : 75% Cibles : 345 Cibles : 150</p>	<p>Ministère de l'enseignement Pré-Universitaire et de la formation Professionnelle DNEC UNESCO UNICEF Ministère de la Jeunesse et des Sports MEPU/FSC</p>	<p>\$310 000,00</p>	
<p>Le film documentaire réalisé est traduit dans 4</p>	<p>-Nombre de plateaux télévisés et tables rondes réalisés par les médias</p>	<p># de structures appuyées et formées</p>	<p>% de réduction d'incidents sécuritaires liés à des cas de violences électorales</p>	<p>Cibles : 33</p>	<p>Primature MATD OSC CNT</p>		

		<p><i>matière de promotion de la paix et de la non-violence</i></p> <p><i>- 38 structures formelles de jeunes (800 filles et garçons) dans 33 préfectures de l'intérieur du pays et de la région de Conakry formés sur l'observation électorale</i></p>	<p>des ateliers et sessions de promotion du Pacte de Convergence et de Stabilité Sociale en vue de son adoption et de son institutionnalisation par le CNT</p> <p>3.4 Vulgarisation des pactes intercommunautaires scellés en Guinée Forestière</p>	<p>langues locales et vulgarisé</p> <p>- acte (arrêté ou décret) portant institutionnalisation du pacte de convergence et de stabilité sociale</p> <p>- # personnes, qui comprennent l'importance et des pactes traditionnels pour la coexistence pacifique et l'harmonie sociale</p>	<p>Cibles : 169 Conseillers, 50 administrateurs territoriaux et 47 Membres du gouvernement</p>	<p>OSC CES Partis politiques/ OSC Gouvernorat de Nzérékoré Structures Communautaires de base Leaders communautaires et religieux</p>		

Le suivi - évaluation du projet sera de la responsabilité des agences d'exécution sous la supervision du secrétariat permanent du PBF et des départements ministériels impliqués. Chaque partenaire soumettra un plan de suivi utilisant les indicateurs fournis dans le cadre logique du présent projet et pourrait les enrichir avec des indicateurs quantitatifs pour leurs activités respectives. Pendant la mise en œuvre du projet, les partenaires seront également chargés de collecter toutes les données utiles pour l'évaluation. Chaque partenaire va produire un rapport trimestriel avec une section dédiée aux résultats du suivi et évaluation par trimestre. L'unité de gestion pour la coordination du projet visitera les projets pour vérifier, la mise en œuvre des actions, des chiffres et pour donner les conseils nécessaires pour la mise en œuvre des plans de suivi et évaluation.

Par ailleurs, ce projet est réalisé en partenariat avec le gouvernement Guinéen qui a la responsabilité, à travers les ministères concernés, de faciliter la mise en œuvre des toutes les activités du projet et aussi de faire le suivi sur terrain pour s'assurer de la réalisation effective par les partenaires de toutes les activités du projet.

Enfin, il est important de noter que le projet collaborera très étroitement avec le secrétariat permanent du PBF-Guinée comprenant un Coordinateur, un chargé de programme et un spécialiste de suivi-évaluation qui veillera à son intégration dans les mécanismes globaux de coordination, de reporting et de suivi-évaluation du Plan Prioritaire. Cette Unité veillera également à la création de synergies et de cohérences avec les instances de pilotages et de suivi, du groupe d'harmonisation des pratiques du PBF ainsi que des autres projets PBF et à l'analyse des leçons qui seront engendrées.

COMPOSANTE 4:

a) Les organismes et leur capacité :

Les agences d'exécution du projet sont choisies en fonctions de leurs avantages comparatifs :

- Le PNUD a un avantage comparatif certain à cause de son expérience dans le pays et de ses capacités avérées en matière de renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles ainsi que de son expérience dans l'animation de cadre de dialogue. Son choix pour la mise en œuvre des out pouts liés à ses compétences. A été aussi déterminé par ses performances dans l'exécution du projet dans sa phase précédente.
- L'UNICEF, son choix est déterminé par son champ de compétence lié aux jeunes et aux adolescents. Aussi, a été pris en compte son expérience dans le domaine communautaire et d'implication des jeunes dans les processus politiques. Les performances obtenues dans le cadre de la mise en œuvre des deux précédentes phases du projet dialogue ont été prises en compte.
- L'UNESCO de par son mandat s'occupe des questions d'éducation et de culture. Le projet ayant un volet éducation citoyenne et un volet participation de la culture au processus de paix, il est apparu opportun de confier l'exécution de ces volets à cette agence. De plus ses résultats dans la phase précédente ont été concluants notamment en ce qui concerne la mise en place et l'animation des clubs et alliances de la paix en partenariat avec le Ministère de l'enseignement pré universitaire et de l'éducation civique.

Par ailleurs, les OSC partenaires ont été identifiées sur la base des expériences antérieures et des résultats satisfaisants obtenus dans l'exécution du projet dans les phases précédentes. Ce sont entre autres : ACORD, WANEP, SFCG, CNOSCG, NDI, IFES, Guinée Culture, le

Réseau des Femmes pour la Paix et la Sécurité dans l'Espace CEDAO ainsi que la Coalition des Femmes/Filles de la Guinée pour le Dialogue, la Consolidation de la Paix et le Développement

Aussi, les institutions et les départements ministériels impliqués ont été identifiés en fonction de leur rôle dans le processus de pacification du scrutin électoral et dans le cadre global de la consolidation de la Paix. Spécifiquement, il s'agit d'institution et de départements dont les rôles et responsabilités sont liés aux activités du projet. Ce sont : le Conseil National de la Transition, le Conseil National de la Communication, le Conseil Économique et Social pour les institutions. Le ministre de la jeunesse, l'emploi des jeunes et des sports, le ministère de la culture et du patrimoine historique, le ministère de l'enseignement pré universitaire et l'éducation civique, le ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation

b) Dispositions de gestion de projet et de la coordination :

Les activités de ce projet seront réalisées sous la coordination de l'équipe du Secrétariat Permanent du plan prioritaire de consolidation de la paix. Chacune des agences du Système des Nations Unies intervenant sur le leadership d'une activité recevra directement le montant du budget y afférant. Chaque agence bénéficiaire sera ainsi responsable de la formulation des partenariats stratégiques pour l'exécution de l'activité, en lien avec l'unité technique de Coordination du PBF. Pour une bonne cohérence de l'exécution du projet, les Agences fonctionneront en synergie entre elles et les partenaires nationaux à travers une coordination inter agence en lien avec le groupe de travail sectoriel sur la réconciliation nationale. Pour ce faire, un plan de mise en œuvre commun assorti d'un plan de communication sera élaboré en lien avec le responsable suivi-évaluation du PBF qui garantira la participation des partenaires nationaux. Également, un cadre de suivi-évaluation sera élaboré selon les mêmes modalités. Un reporting conjoint périodique (semestriel et annuel) sera adressé au PBF conformément au formulaire en vigueur après un contrôle de qualité du Secrétariat Permanent.

Les activités seront directement exécutées par des ONG spécialisées, conformément à la stratégie définie plus haut. Le leadership de l'animation de chaque volet sera assuré par une agence conformément à son avantage comparatif, qui aura la responsabilité de signer l'accord de partenariat avec les ONG et/ou acteurs nationaux spécialisés intervenant dans le domaine.

Chaque agence mettra en place un mécanisme de suivi permettant l'appropriation des activités par la partie nationale, et le développement de synergies avec d'autres acteurs et parties prenantes intervenant dans le même domaine. Pour renforcer la concertation autour des objectifs globaux du projet, une réunion mensuelle de coordination sera instituée, et regroupant l'ensemble des intervenants autour du projet. Ces réunions permettront d'apprécier le travail en cours sur le terrain, et dégager des orientations stratégiques pour la poursuite du projet.

Le suivi évaluation de chacune des activités sera sous la responsabilité de l'équipe de Coordination du PBF et particulièrement de l'expert en suivi-évaluation. Ce dernier veillera à l'élaboration par les agences d'exécution d'un cadre spécifique de suivi-évaluation pour les résultats globaux du projet et un plan détaillé pour chaque activité de ce projet.

L'expert en suivi-évaluation veillera notamment à l'alimentation mensuelle du cadre de suivi-évaluation, en lien avec les chargées de programme de chaque agence. Des missions conjointes de suivi sur le terrain seront organisées régulièrement associant les différentes agences intervenantes, la coordination du PBF et les ministères et structures nationales impliquées dans l'exécution du projet.

c) Dispositions administratives (paragraphes standardisés - ne pas retirer)

Le projet bénéficiera de l'appui technique du MTPF et du PBSO en matière d'appui conseil et de mise en relation, de formation et de facilitation d'échanges SUD-SUD.

Le Comité de Pilotage du Fonds de consolidation de la paix est responsable pour l'orientation et le suivi du Projet. Les rapports réguliers seront fournis au président et au vice président semestriellement, ainsi que les données de suivi et de résultats au Comité de Pilotage.

Ce ~~tableau~~ ~~sera~~ ~~utilisé~~ ~~pour~~ ~~les~~ ~~rapports~~ ~~au~~ ~~MPTF~~ ~~du~~ ~~Fonds~~ ~~de~~ ~~Consolidation~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~Paix~~

Prévisions de Production et à la fin du projet	Indicateurs	Unités de mesure	Responsables	Objectifs
Les agences de l'Union africaine	1.1 # d'initiatives portées par les leaders ou les structures nationales	leaders religieux et politiques (ALA)	60%	responsable de la réception des contributions des Nations Unies, la consolidation des rapports narratifs et financiers et la présentation de celles-ci à l'BSO et les bailleurs de fonds PBF. Comme Agent administratif du PBF, le Bureau MPTF transfère des fonds aux agences bénéficiaires (RUNOS) sur la base du protocole d'accord signé entre chaque RUNO et le Bureau MPTF.
Propriété de l'équipement, des fournitures et autres biens	Indicateur 1.1.2 # d'incidents violents intercommunautaire / phase transitoire	Plus de 50 médias renforcés	60% de réduction	# de cas est réduit de 40%
L'agent administratif du PBSO fera en sorte que les opérations de la PBF sont rendues publiques sur le site Web de l'Agent administratif (http://mptf.undp.org)	Le taux de perception du sentiment d'insécurité sociale et d'interaction négative des groupes intercommunautaires / Local	ND	À déterminer	100% des programmes applicables, médias touchés
Produit 1.2 Annexe A: Cartographie des bailleurs de fonds en consolidation de la paix résultat stratégique des élections législatives sont tenues Annexe B: Cartographie des organismes bénéficiaires de l'ONU (voir document du Plan prioritaire page 22 à 23) Annexe C: Voir descriptif organisationnel	Annexes incidents violents relevés avant, pendant et après les élections - taux de réduction des conflits et des incidents sécuritaires liés à des cas de violences électorales	ND	500 leaders religieux	

	soutenues			
résultat 2 « <i>Des mécanismes pérennes de prévention et résolution pacifique des conflits sont consolidés</i> »	Indicateur 2.1 % de réduction d'incidents violents intercommunautaire / sous-préfectoral - # de structures d'appui à la consolidation de la paix dans lesquelles des jeunes et femmes assument un rôle leader en vue d'améliorer les relations interethniques	- Huit (08) Alliance et 38 club Unesco pour la Paix, - 46 cellules locales d'alerte précoce,	A déterminer	
	Indicateur 2.2 # des membres des communautés divisés par des rivalités interethniques qui s'engagent pour améliorer la cohésion sociale.	- 38 Comité de médiation et de résolution pacifique	341 directoires	
Produit 2.1 : <u>Les dynamiques locales/com munautaires de prévention et la gestion des conflits sont renforcées</u>	Indicateur 2.1.1 - # de cadres locaux de dialogue et de concertation renforcés - # d'organisations féminines qui participent et positionnent leurs préoccupations au sein du cadre de dialogue - Nombres de conflits locaux résolus pacifiquement par les cadres mis en place	- 38 <i>démembrements du comité de suivi du code de bonne conduite</i> <i>122 directoires de la commission de suivi du code de bonne conduite</i>	38 comités préfectoraux Huit (08) comités régionaux 341 directoires	
	Indicateur 2.1.2 - # de sages et leaders religieux sensibilisés sur leurs rôles et responsabilités dans un processus de consolidation de la paix. - # d'organisation de jeunes impliquées dans la prévention des conflits	-38 réseaux locaux des médiateurs, des conflits	38 réseaux de médiateurs	
Produit 2.2 <u>L'unité nationale et la citoyenneté sont consolidées</u>	Indicateur 2.2.1 - # de jeunes encadrés sur la citoyenneté - Existence d'un acte (arrêté ou décret) pour institutionnaliser le pacte de convergence et de stabilité sociale	- 1 498 jeunes encadrés dont 189 jeunes filles - 206 jeunes filles et garçons engagés dans les activités de non violence	Au moins 10 000 jeunes touchés 70% de la population de jeunes Un acte public	
	Indicateur 2.1.2 - Nombre de personnes sensibilisées touchées par les caravanes multiculturelles sur la	- 3310 personnes touchées directement par la caravane	500 000 touchées sur l'étendus du territoire national	